

**Service émetteur : Délégation départementale de Tarn-et-Garonne
Service Santé Environnement**

Affaire suivie par : Mme Albugues et Montagnac
Courriel : chrystele.albugues@ars.sante.fr
 dominique.montagnac@ars.sante.fr
Téléphone : 05 63 21 18 93/ 18 92
Télécopie : 05 81 31 17 91

Communauté de Communes du Quercy
Rouergue et Gorges de l'Aveyron
Maison des services publics
BP 30
82140 St Antonin Noble Val

Date : 10 octobre 2016

Objet : projet PLU Intercommunal de la communauté de communes du QRG arrêté
Référence : votre lettre du 19 juillet 2016

Monsieur le président,

Vous m'avez transmis pour avis le projet de plan local d'urbanisme intercommunal arrêté par la communauté de communes du QRG.

L'étude du projet transmis appelle un certain nombre de remarques :

- La Communauté de Communes a engagé parallèlement à la réalisation du PLUi, l'élaboration d'un Schéma Directeur d'Eau Potable, sous l'impulsion des services de la DDT et de l'ARS. La question de l'alimentation en eau potable particulièrement sensible dans ce secteur karstique constitue un élément déterminant pour définir le développement de l'urbanisation. Or le projet de PLUi a été construit sans attendre les réflexions menées dans le cadre de ce schéma. Il ne s'appuie que sur les premières conclusions provisoires de la phase 1 relative à l'état des lieux et ne prend pas en compte le diagnostic et le bilan besoins/ressources actuellement en cours d'élaboration.

Le schéma directeur d'eau potable n'est d'ailleurs pas mentionné dans la liste des plans, programmes et schémas pris en compte dans le projet.

- Le chapitre relatif à l'eau potable dans le rapport de présentation du diagnostic et de l'état initial de l'environnement nécessite d'être réactualisé (p 237 à 251) :

- Le syndicat des eaux de Ginals-Castanet-Verfeil a opté pour l'abandon de sa ressource et est dorénavant alimenté par le Syndicat du Ségala (Aveyron) .

- La production d'eau embouteillée à St Antonin s'effectue à partir du forage Le Prince Noir mais aussi de la Source de l'Ange tous deux autorisés par arrêté préfectoral du 24/10/2012 (p 241-242).

- Les procédures de protection sont terminées pour les sources de St Gély - commune de Loze - et Notre Dame de Livron - commune de Caylus - (DUP en date du 18/12/2013) ainsi que pour la source de Labro et le forage de Machoulies -commune de Parisot- (DUP 06/02/2014) (cartes p 242 et 250).

- Le Syndicat des eaux de St Antonin a créé une nouvelle usine sur la source de Thouriers et une interconnexion avec la source de la Gourgue. Le syndicat des eaux de Caylus va créer une station pour la source de Livron et réhabiliter la station de St Gély (p245). Pour cette dernière les travaux ont débuté.

• Le chapitre 1 du rapport de *présentation de l'évaluation environnementale relatif aux incidences du projet du PLU sur le milieu naturel et notamment sur la ressources en eau*, signale le projet d'une zone à urbaniser (AU) dans le périmètre de protection rapprochée (PPR) de la source de la Gourgue à St Amans, commune d'Espinas (p19). Il est indiqué que cette zone AU fait l'objet d'une évaluation environnementale complète dans le Chapitre 2. Or l'analyse des sensibilités et enjeux de la zone concernée n'est pas réalisée du point de vue PPR mais biodiversité du fait de sa situation en périphérie immédiate d'une ZNIEFF de type I. Les mesures d'atténuation indiquées sur les questions d'eau potable et d'assainissement font référence à des généralités. Dans un PPR, des mesures spécifiques doivent être préconisées pour réduire l'impact. Elles peuvent porter sur la taille minimale des parcelles, sur un nombre maximum de lots, sur des mesures d'encadrement des dispositifs de traitement des eaux usées et pluviales à mettre en place.

• Pour les autres zones d'extension ayant aussi fait l'objet d'une évaluation pour des critères de sensibilité écologique, l'analyse mentionne généralement l'absence de difficultés *pressenties* (car non étudiées dans le cadre du schéma) pour la desserte en eau potable. A noter cependant plusieurs difficultés signalées concernant des surdimensionnements ou des remises à niveau à prévoir (Espinas-St Amans, Castanet-Le Cuzoul sud, St Antonin-Ste Sabine). Pour l'assainissement, des contraintes sont également indiquées en matière de topographie (Castanet-Le Cuzoul sud), de profondeurs de sous-sols insuffisantes (Lacapelle Livron-village, St Antonin-Ste Sabine) ou de perméabilités réduites (Varen-Arnac sud). Ces difficultés doivent être analysées plus précisément afin de déterminer les solutions techniques à mettre en œuvre. En l'absence de solutions économiquement ou techniquement envisageables, il conviendra de ne pas maintenir ces secteurs en zones constructibles.

• Le zonage présenté dans le rapport de *présentation justification et explication des choix* met en évidence des zones d'extension relativement nombreuses et étendues au niveau des bourgs (UB), des hameaux (UD) et des groupes de maison en zone agricole (STECAL AH) ainsi que la création d'un nombre important de zones à urbaniser (AU). Ce zonage vu dans son ensemble ne donne pas l'impression d'une réflexion globale à l'échelle de la communauté de communes mais de la juxtaposition de projets de zonage communaux.

Il suscite donc des questions sur l'opportunité de développer l'urbanisation sur l'ensemble de ce territoire, sur la justesse de l'appréciation des besoins pour la décennie à venir, sur l'adéquation entre ces besoins et la superficie des zones ouvertes à l'urbanisation en particulier dans certaines communes (Feneyrols, Mouillac) ainsi que sur l'intérêt de conforter tous les sites d'activités relativement nombreux (5 d'intérêt communautaire et 10 d'intérêt communal).

• Par ailleurs, ce zonage ne semble pas suffisamment prendre en compte la question des conflits d'occupations des sols susceptibles d'exister entre zones agricoles ou artisanales et zones d'habitat. En effet, certaines activités sont susceptibles de générer des nuisances sonores, atmosphériques, olfactives et doivent être éloignées autant que possible des constructions. Une proximité n'est en effet souhaitable ni pour les riverains susceptibles d'être exposés à ces nuisances, ni pour les entreprises potentiellement gênées dans leur activité. Le maintien d'une zone tampon suffisante est nécessaire, ce qui ne semble pas être le cas dans les secteurs suivants où la création d'une zone AU est prévue :

- sur le terrain mitoyen au camp militaire de St Pierre de Livron,
- à proximité d'un immense bâtiment agricole à Prat Saurat, Puylagarde,
- contiguë à un corps de ferme composé de nombreux bâtiments à Jourdes, St Projet.

Plusieurs zones artisanales Ux sont matérialisées dans le secteur de Mayounelle à Laguëpie, relativement urbanisé, dont une est prévue dans le prolongement d'un lotissement.

• La gestion des eaux pluviales semble pris en compte dans le PADD (qui sauf erreur, n'est pas joint) et fait l'objet d'une traduction réglementaire au sein de l'article 4 du règlement de zonage. Cependant étant donné la sensibilité du milieu aux infiltrations, cette question nécessiterait d'être développée pour ce qui concerne les mesures compensatoires à prévoir au niveau des espaces favorables à la contamination des eaux par les polluants (voiries, aire de stationnement) ainsi qu'au niveau des opérations d'aménagement programmés (OAP). En tout état de cause, les rejets d'eaux pluviales dans les igues, avens ou dolines doivent être proscrits. Un zonage d'assainissement des eaux pluviales sera élaboré et prendra en compte la préservation des milieux et de la ressource en eau potable.

Au final, le projet présenté met en évidence plusieurs difficultés :

- une réflexion d'ensemble insuffisante,
- un projet de développement de l'urbanisation conséquent pour ce territoire à dominante agricole susceptible de créer ponctuellement des situations conflictuelles,
- des contraintes d'assainissement et de desserte en eau potable dans certains secteurs qui nécessitent des investigations complémentaires,
- un projet construit sans lien direct avec le schéma directeur d'eau potable en cours d'élaboration.

Ces éléments me paraissent justifier de revoir le projet du PLUi en conséquence tout en intégrant comme prévu initialement les problématiques qualitatives et quantitatives de l'alimentation en eau potable, particulièrement sensibles, sur ce territoire en raison de la vulnérabilité des ressources et des dysfonctionnements pointés sur les réseaux de distributions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes sincères salutations.

Pour la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé
Occitanie, et par délégation,
Le délégué départemental de Tarn et Garonne,



David BILLETORTE

Copie pour information :
Direction Départementale des Territoires
2 quai de Verdun- Montauban

